

« France is in the air »<sup>1</sup> (du capitalisme total)  
(Actualité de Pierre Bourdieu)

Christine Mahy et Jean Blairon

Le 5 octobre en France, des militants syndicaux excédés s'en prennent à deux cadres de la société Air France et leur déchirent la chemise, les obligeant à fuir, torse nu, en escaladant une barricade.

Les circonstances de l'incident sont troubles : les médias se sont en effet faits les relais de deux interprétations incompatibles : un plan de réduction des effectifs (2900 personnes ; 8000, menace la direction, si le personnel n'acquiesce pas au plan de « restructuration ») a été annoncé, d'où la réaction de colère des militants ; autre version : cette annonce n'est qu'une rumeur qui a été lancée pour exaspérer la foule, la direction n'a pas l'intention de licencier, « on » a voulu provoquer l'incident...

Certains commentaires font état d'une tentative de lynchage, rien de moins, et tous évoquent une violence intolérable.

Parmi ceux-ci, les propos du Président de la République lui-même, abondamment relayés par les médias, étonnent quelque peu.

Dans son discours lors de l'inauguration de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime, au Havre, le matin du 6 octobre, il avance que pour que les entreprises françaises soient les plus compétitives du monde, il faut « un dialogue social apaisé » :

« ça compte le dialogue social, et quand il est interrompu par des violences, par des contestations qui prennent des formes inacceptables, on voit ce que **ça peut avoir comme conséquences sur l'image, sur l'attractivité**. Alors à l'inverse quand on a un dialogue social responsable, avec un patronat qui **prend les décisions qui sont attendues** et des responsables syndicaux qui jouent la carte, **la seule possible** du compromis et de la négociation, c'est un atout de plus.»

Dans le discours que F. Hollande prononce l'après-midi, à l'occasion du 70ème anniversaire de la Sécurité sociale (sic), nous lisons ceci :

« Oui, hommage aussi aux partenaires sociaux. Je le dis au moment où il s'est passé des **actes inqualifiables** à AIR FRANCE qui ne doivent pas discréditer le syndicalisme, mais discréditer les auteurs, ce qui est très différent. Et moi, je ne m'en prendrai jamais aux intermédiaires, aux corps sociaux, à ceux qui ont vocation à représenter justement salariés et employeurs parce qu'il nous faut avoir des interlocuteurs, parce que l'Etat ne peut pas décider de tout. Et si on les discrédite, si on les stigmatise, si on les écarte, mais quel sera le fondement même de ce que nous pouvons faire au nom de l'intérêt général dans la République française ? »

L'action menée par les syndicalistes est tout de même condamnée sans un mot de compréhension : les actes sont qualifiés d'inqualifiables, nous sommes plongés dans le registre de l'innommable.

Les propos exprimant l'offuscation évoquent une perte d'attractivité possible de l'image de l'économie française.

Nous ne souvenons pas avoir lu que les suicides de travailleurs ou le désespoir de ceux d'entre eux qui avaient mouillé leur chemise en croyant aux promesses du management, qui avaient été, parfois, jusqu'à donner leur dernière à leur entreprise et se sont faits néanmoins jeter sans ménagement, que

---

1 Il s'agit du slogan d'une publicité d'Air France ; la Libre Belgique la décrit comme suit : « un spot qui contribue à l'image de la France à l'international en mêlant esthétique et douceur » (sic) in « Incidents à Air France : les images des « voyous » qui embarrassent la France », publié sur [www.lalibre.be](http://www.lalibre.be) le 6 octobre 2015 à 14h51.

ces drames permanents, ces violences réelles et durables, compromettent également l'image de la France (et des autres pays européens où des faits semblables se passent en permanence).

On ne peut mieux illustrer la pénétration des argumentaires du capitalisme débridé jusque dans les sphères de la gauche. Pour ces argumentaires, l'Etat doit renoncer à son rôle d'acteur collectif par excellence, capable d'orienter la production et la consommation, de réguler les marchés et d'en limiter les dérives. Le chef de l'Etat français évoque d'ailleurs le rôle des partenaires sociaux dans le paradigme politique (« l'Etat ne peut pas décider de tout »), pas dans le paradigme social : à ce niveau, les patrons doivent décider et les syndicats être « responsables » ?...

Le rôle de l'Etat se limite alors à celui d'attracteur/séducteur des capitaux : en promettant des facilités diverses et variées (c'est-à-dire en accordant aux grands opérateurs des moyens multiples de ne pas contribuer à la richesse collective et de s'exempter de la redistribution des richesses), l'Etat se doit d'« attirer » les investisseurs non seulement en renonçant à exercer son pouvoir, mais aussi en neutralisant autant que faire se peut la critique et les revendications.

L'Etat attracteur est un Etat dépecé et dépossédé.

De l'extérieur, certes, puisque le capitalisme financier est ainsi exonéré de quasi tout retour : il bénéficie d'avantages multiples parmi lesquels le droit de poursuivre ses intérêts propres à n'importe quel prix.

Mais l'Etat est aussi dépecé de l'intérieur, par tous ses « serviteurs » qui ont appris à se servir en servant les intérêts des dominants.

« Cette noblesse d'Etat, qui prêche le dépérissement de l'Etat et le règne sans partage du marché et du consommateur, substitut commercial du citoyen, a fait main basse sur l'Etat ; elle a fait du bien public, un bien privé, de la chose publique, de la République, sa chose. »<sup>2</sup>

Les propos du Président donnent ainsi rétrospectivement raison à cette dure critique adressée par Pierre Bourdieu à la social-démocratie il y a quelque quinze ans :

« En fait, si la vision néo-libérale est difficile à combattre efficacement, c'est que, conservatrice, elle se présente comme progressiste et qu'elle peut renvoyer du côté du conservatisme, voire de l'archaïsme, toutes les critiques et notamment, celles qui s'en prennent à la destruction des conquêtes sociales du passé. C'est ainsi que les gouvernements qui se réclament de la social-démocratie peuvent mettre dans le même sac – avec l'amalgame « rouges-bruns » – les critiques de ceux qui leur reprochent le reniement de leur programme socialiste et celles des victimes de ce reniement qui leur reprochent ce qu'ils croient être leur socialisme. »<sup>3</sup>

### ***Le 7 octobre, chez nous***

A l'appel des syndicats (et de nombreuses associations et plates-formes), quelque cent mille personnes ont manifesté dans les rues de Bruxelles.

Le matin même, la presse évoquait une mobilisation faible, un appel peu entendu.

Le soir, au Journal Télévisé de la RTBF, on se devait de reconnaître malgré tout le succès de la

---

2 P. Bourdieu, « Contre la destruction d'une civilisation », *Contre-feux, 1, Propos pour servir à la résistance au néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998, p. 31.

3 P. Bourdieu, « La main invisible des puissants », *Contre-feux, 2, Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 53.

manifestation, entachée, « à la marge », par un affrontement avec les forces de l'ordre. Malgré cette amorce, le sujet commence par les images de l'affrontement et y consacre quasi la moitié du reportage...

Certes, nous savons depuis longtemps que les journalistes se sont habitués à rendre compte de la réalité de la façon qui leur paraît médiatisable (brièveté compensée par l'intensité, quelle qu'elle soit, sensationnalisme), mais le lien implicite entre action syndicale et comportements « irresponsables » est tout de même un peu fort. La violence des marchés dérégulés, moins facilement « montrable », n'est que très rarement évoquée...

L'équipe de la RTBF eût été plus inspirée de consacrer quelques secondes à évoquer la diversité des organisations manifestantes, et par exemple de pointer et d'expliquer la présence de nombreuses associations d'éducation permanente (au nom de la mission d'éducation permanente que l'entreprise « publique » « autonome » (mais pas par rapport à la publicité) est censée elle-même remplir...).

Faut-il donc en conclure que l'abus de langage permanent qui substitue les mots « réforme », « modernisation » aux régressions et destruction des acquis sociaux et culturels règne désormais sans partage dans la tête des élites, notamment journalistiques ?

L'article de *La libre Belgique* du 06 octobre consacré à la situation d'Air France note que « La presse anglosaxonne s'est aussi emparée de l'incident condamné tous azimuts dénonçant le syndicalisme et **une friolantise à la française aux mesures de réforme.** »

Manuel Valls intervient sur le même thème de Tokyo où il lance une campagne de publicité supposée attractive, baptisée « Creative France » :

« Je crois que les salariés sont prêts à des réformes mais à une condition qu'il y ait un dialogue social et surtout que les pilotes prennent pleinement leurs responsabilités. » « Sans l'effort des pilotes, sans la lucidité des pilotes, sans la responsabilité que doivent assumer les pilotes, il ne peut pas avoir de bonnes réformes puisque sinon ce sont les autres salariés qui paieront. » (sic).

On sait dans quel sens vont chez nous les mesures du gouvernement fédéral mené par un premier ministre qui appartient à un mouvement qui s'est proclamé « réformateur ».

« Les révolutionnaires conservateurs ont beau jeu de transformer en résistances réactionnaires les réactions de défense suscitées par des actions conservatrices qu'ils décrivent comme révolutionnaires ; et de condamner comme défense archaïque et rétrograde de « privilèges » des revendications ou des révoltes qui s'enracinent dans l'invocation des droits acquis, c'est-à-dire dans un passé menacé de dégradation ou de destruction par leurs mesures régressives (...). »<sup>4</sup>

Alain Touraine rejoint en grande partie cette analyse dans son dernier ouvrage *Nous, sujets humains*<sup>5</sup> : il y dénonce le **pouvoir total** exercé par le capitalisme financier et avance avec force que les modernisateurs (les réformateurs) sont occupés à détruire la modernité de l'Europe.

Pourtant, Touraine, certes influencé par la faiblesse du syndicalisme en France, réitère son avis maintes fois exprimé sur le caractère « dépassé » des syndicats :

« Dans [les sociétés industrielles], dont l'histoire s'achève dans notre partie du monde, les principaux acteurs « populaires » étaient réunis sous le nom de mouvement ouvrier ; ils ont déjà

---

4 P. Bourdieu, *Contre-feux I, op. cit.*, p. 118.

5 A. Touraine, *Nous, sujets humains*, Paris, Seuil, septembre 2015.

presque complètement disparu en même temps que les conflits principaux de cette société. Dans un grand nombre de pays, ils ont été incorporés à l'Etat ou dépendent des entreprises avec lesquelles ils négocient. Comparée à celles qui l'ont précédée, la société industrielle s'est pensée et a agi en termes *économiques* et sociaux. On pourrait même dire qu'elle a réduit le plus souvent les problèmes sociaux à des problèmes économiques en parlant surtout de profit et d'inégalité, sans beaucoup se préoccuper des conditions de formation de l'action collective ou des relations entre classes et nations ou encore entre classes et religions. Dans les nouvelles sociétés, ce n'est plus autour des problèmes économiques que se forme l'action collective : syndicats et partis ouvriers ont disparu ou sont en chute. »<sup>6</sup>

Pour lui, l'action ne peut être menée que par des mouvements politiques qui défendent les droits humains, qui sont porteurs du nouveau sens de la modernité :

« C'est le sens profond de la réapparition puissante du thème des droits de l'homme, qui est le trait commun de tous les mouvements qui en appellent à l'être humain porteur de droits universels, au nom desquels il devient un acteur social, travaillant et luttant pour faire reconnaître la priorité du Sujet humain sur tous les pouvoirs, politiques, ethniques, religieux, économiques et sociaux. Le feu d'artifice actuel des droits de l'homme n'est pas une protestation, un refus, un retour à un paradis perdu ; il est une création, une affirmation, un espoir, un travail, une libération. S'ils sont engagés dans la lutte contre leurs adversaires, qui cumulent tous les pouvoirs, les droits de l'homme sont avant tout affirmation par le sujet de lui-même, dans sa marche combattante »<sup>7</sup>.

Mais puisque l'auteur affirme lui-même par après que

« Les mouvements sociaux et l'action politique ne peuvent plus être séparés, parce que les voleurs et les tyrans ont dévoré la modernité et qu'il faut leur ouvrir le ventre pour rendre à celle-ci la liberté et la vie »<sup>8</sup>

nous ne comprenons pas pourquoi il faut souscrire à une pensée de la succession (des sociétés, des acteurs légitimes) plutôt que rechercher l'articulation des enjeux et des acteurs.

Nous voulons réaffirmer ici qu'une alliance entre les forces sociales de mobilisation (les syndicats, les mutuelles) et les associations mobilisées (comme l'éducation permanente, mais pas exclusivement, loin s'en faut) nous paraît la seule capable de constituer une résistance suffisante et une force de contre-proposition au pouvoir total du capitalisme financier et de ceux qui le servent servilement.

Pierre Bourdieu, encore une fois, ne disait pas autre chose dans son texte « Contre la politique de dépolitisation »<sup>9</sup>.

« Tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et normatif de « mondialisation » est l'effet non d'une fatalité économique, mais d'une politique, consciente et délibérée, mais le plus souvent inconsciente de ses conséquences. »

---

6 A. Touraine, *op.cit.*, p. 17. Plus loin, l'auteur reconnaît incidemment que la situation peut être différente dans d'autres pays que la France, mais ne change pas sa thèse pour autant (cf. p. 41 par exemple).

7 *Ibidem*, p. 44.

8 *Ibidem*, p. 45.

9 P. Bourdieu, *Contre-feux*, 2, *op. cit.*, pp. 57- 72. Dans le texte qui suit, les passages ou mots entre guillemets sont tirés de sa contribution.

L'auteur en appelle à une restauration de l'action politique, au niveau européen, malgré la difficulté de la tâche, due notamment à l'extrême concentration du pouvoir et à l'emprise des médias. Il parie quant à lui sur les « mouvements sociaux » qui, par-delà leur diversité et leurs différences, ont plusieurs points en commun. Nous les résumons comme suit :

- de vouloir favoriser la participation de leurs membres la plus grande possible ;
- de vouloir renouveler le répertoire des actions de protestation ;
- de refuser les politiques néo-libérales ;
- de chercher à atteindre une dimension internationale ;
- de promouvoir une forte solidarité, qu'ils appliquent dans leur organisation même.

Pour autant, des conditions de la réussite doivent être prises en compte ; on peut les schématiser ainsi :

- une « coordination des revendications et des actions **exclusive de toute volonté d'appropriation** » ;
- un effort pour **réduire la dispersion et la concurrence** entre les actions et les analyses ;
- un investissement, concomitant aux actions, dans une réflexion à **plus long terme** ;
- une **articulation avec des syndicats** « rénovés », capables par exemple de dépasser la « concurrence entre les appareils ».

Ce dernier point mérite un commentaire. Pour Pierre Bourdieu, en effet,

« les actions individuelles ou, pour parler comme Sartre, sérielles, invoquées par ceux qui n'ont à la bouche que la démocratie et le « contrôle citoyen » sont de peu de poids et d'efficacité en face des puissances économiques dominantes et des lobbies qu'elles mettent à leur service. » (...) « ces actions, pour éviter de se limiter à des happenings, symboliquement efficaces, mais temporaires et discontinus, doivent se fonder sur une *concentration des forces sociales déjà concentrées*, c'est-à-dire un rassemblement des mouvements sociaux existants dans l'ensemble de l'Europe. »

Nous aimerions ajouter à ces conditions celle de la **réciprocité des appuis dans la durée** : les forces déjà concentrées, mais qui auparavant agissaient en parallèle si ce n'est en s'ignorant, apprennent peu à peu à soutenir les combats des autres. Ainsi du 7 octobre ; la présence des syndicats à la manifestation de Namur du 16 octobre, pour soutenir la lutte mondiale contre la pauvreté, incarne aussi une telle réciprocité.

Une autre condition concerne, comme le dit Pierre Bourdieu, un investissement dans **une réflexion à plus long terme** : il est en effet essentiel selon nous que des transversalités réelles puissent unir les revendications sociales, culturelles et politiques. Ce n'est pas simplement pour faire masse que les acteurs doivent se coaliser ; c'est parce que leurs revendications, différentes, sont liées, même si ce lien doit être précisé quant aux enjeux et aux acteurs (leurs relations, leur identité).

Il reste que dès à présent des orientations se clarifient y compris en termes d'objectifs à atteindre :

- le rétablissement de plus d'égalité, ce qui passe entre autres par la remise en cause radicale des politiques « sociales » inspirées par l'« Etat Social Actif », notamment des « punitions » matérielles qu'elles infligent pour des fautes non commises par les ayant droit et des pratiques de dé-privation de la vie privée qu'elles instituent ; l'individualisation des droits est à cet égard un objectif majeur ;
- l'abandon des logiques et représentations fatalistes qui font des entreprises « séduites » par un Etat attracteur les seuls acteurs (réputés vertueux) de la richesse ; cet abandon implique le

- rééquilibrage des contributions à la richesse collective et le rééquilibrage des rétributions ;
- le partage du temps de travail et la création d'emplois, y compris dans une logique non marchande ; la suggestion de Thierry Bodson de créer un « pôle social » dans le Plan Marshall va dans ce sens<sup>10</sup> ;
  - la remise en cause effective de l'adhésion aux dogmes néo-libéraux, y compris et d'abord dans la conduite des services publics ;
  - la lutte généralisée pour que chacun puisse agir en sujet, c'est-à-dire avoir le pouvoir effectif de se créer et d'agir pour que ce droit soit reconnu à tous ; le thème de la dignité incarne partiellement cet enjeu, mais il est essentiel d'aller au-delà et de faire en sorte que les richesses de tous puissent être valorisées et que la situation de beaucoup cesse de ressembler à un emprisonnement sans issue dans une vie sans perspectives.

---

10 Lors de la rentrée politique de la FGTB le jeudi 17 septembre 2015.